

Service civique : du nouveau pour la formation dispensée par l'association



© 2021 Les Echos Publishing

Les associations agréées qui accueillent des jeunes en service civique doivent leur délivrer une formation « civique et citoyenne ». Un récent décret est venu en fixer la durée ainsi que les conditions dans lesquelles ces associations doivent justifier de sa réalisation pour percevoir les aides publiques correspondantes.

La formation civique et citoyenne comprend un volet théorique destiné à sensibiliser les volontaires aux enjeux de la citoyenneté et à leur transmettre les valeurs citoyennes du service civique. Il est désormais précisé que cette formation théorique doit avoir une durée minimale de 2 jours.

Précision : durant cette formation, doivent être abordés un ou plusieurs thèmes relatifs aux valeurs de la République ou à l'organisation de la cité et choisis parmi les thèmes listés dans [le référentiel défini par l'Agence de Service Civique](#).

Une aide est allouée aux associations pour la mise en œuvre de cette formation théorique. Elle fait l'objet d'un versement unique après le terme du deuxième mois de réalisation effective de la mission. Et désormais, précise le décret, si la formation n'a pas eu lieu ou que l'association ne peut pas justifier de sa réalisation effective par la personne

volontaire, le montant de l'aide est recouvré (ou compensé) par l'Agence de services et de paiement.

La formation civique et citoyenne comprend une deuxième partie qui consiste en une participation des volontaires à l'unité d'enseignement « Prévention et secours civiques de niveau 1 ». Là encore, une aide financière est accordée aux associations pour la mise en place de cette formation. Mais uniquement après sa réalisation effective par la personne volontaire, sous réserve, pour l'association agréée, d'en justifier.

[Décret n° 2021-567 du 10 mai 2021, JO du 12](#)

© 2021 Les Echos Publishing